



Préparons-nous à nous battre... pour nos salaires !

Ce mardi 19 mai, les députés devraient voter la Loi de programmation militaire et sa rallonge de 36 milliards d'euros pour le budget de l'armée. Celui-ci est porté à 436 milliards pour la période 2024-2030. Des sommes qui, loin de nous garantir quelque protection que ce soit, alimentent une course mondiale aux armements et participent à la menace qu'éclate dans un horizon pas si lointain une guerre d'envergure.

Dormez tranquilles, l'armée française pille

Ces milliards n'attendent pas la troisième guerre mondiale pour servir, comme l'illustrent en ce moment les ronds dans l'eau du porte-avions Charles de Gaulle en appui de l'offensive américano-israélienne contre l'Iran. Ces engagements protègent le pillage des pays pauvres par les pays riches. Ils défendent les intérêts des grandes entreprises françaises, leurs actionnaires, leurs profits, mais pas nos salaires ni nos emplois ! Et servent de prétexte aux coupes budgétaires redoublées pour les écoles ou les hôpitaux !

Vivre dans un pays allié de Trump, ça coûte cher

Trump fait payer au monde entier ses sales guerres au Moyen-Orient. Par sa faute, de plus en plus de pays sont confrontés aux pénuries d'électricité, le pétrole et le gaz nécessaires à leurs centrales étant bloqués dans le détroit d'Ormuz. Le blocage de 35 % des engrais de la planète promet des pénuries alimentaires à l'issue des récoltes forcément amoindries de la saison.

Les patrons licencient déjà à tour de bras, et il est bien certain qu'ils vont prétexter du blocage du détroit d'Ormuz pour continuer, même si ce n'est pas encore comme au Bangladesh où les usines ferment et jettent les ouvriers à la rue faute de courant pour alimenter les machines. Mais, depuis un mois, ce n'est plus seulement le carburant qui grimpe. C'est aussi le panier de course hebdomadaire.

Une vraie augmentation, c'est 400 euros mensuels et pas un Smic en dessous de 2000 euros net !

Le ministre du Travail, Farandou, a annoncé une hausse du Smic au 1er juillet : 2,4 %, 44 euros brut de plus par mois. Sans gêne, cet ancien PDG désormais payé « seulement » 7,5 Smic juge la hausse « substantielle » ! Une vraie augmentation, c'est ce qui nous permettrait d'en finir avec les

découverts, le rationnement dans les rayons du supermarché ou l'auto-interdiction de sortir le week-end.

Il manque au moins 400 euros par mois à tous les salaires, pas juste au Smic. Mais les réactions hostiles à la hausse du Smic sont significatives. Elles émanent des ennemis du monde du travail. Le Rassemblement national explique par exemple que si le Smic augmente, il va finir par rattraper les autres salaires. Sauf que si aucun salaire n'augmente, c'est tout le monde qui va être rattrapé... par la misère !

Pas d'autre choix que lutter

Tout comme d'autres à droite, le RN plaide pour augmenter la part du salaire net dans le brut. Manière de dire qu'on pourrait régler le problème sans faire payer les patrons. C'est oublier un peu vite que la différence entre le salaire net et le salaire brut, c'est nos retraites, l'assurance-maladie, etc. : tout l'argent grâce auquel on ne crève pas de faim quand on est trop âgé ou trop malade pour travailler... ou tout simplement jeté au chômage.

Il n'y a pas d'« argent magique » ? C'est sûr ! Tout l'argent des capitalistes, c'est nous qui le créons ! Les prestidigitateurs, ce sont les PDG, les gouvernements à leur service, tous ligués pour nous faire croire que cet argent revient de droit aux actionnaires.

Voilà pourquoi il n'y a pas à leur quémander un « coup de pouce », mais à revendiquer notre dû. Voilà pourquoi il ne sert à rien d'attendre 2027 et qu'une nouvelle équipe, prenant le relais des macronistes, nous prêche à son tour patience et frugalité. Et si les directions syndicales confédérales refusent d'engager le bras de fer dès maintenant, rien ne nous empêche d'organiser, à la base, une lutte qui s'étende partout où les bas salaires sévissent... c'est-à-dire partout !

Attachez vos ceintures !

Nous sommes en pleine semaine de la sécurité et cette fois la focale est mise sur la ceinture de sécurité en voiture. Encore une fois toute cette com' infantilisante est centrée sur les petits gestes individuels. Évidemment que personne ne veut mourir au travail. La question centrale est pourquoi les mesures de sécurité passent parfois à l'as, en voiture ou sur une intervention : parce que les salariés sont pressés par les cadences intenable et le sous-effectif. Mais quand il y a un accident, ça revient moins cher aux patrons de remettre toute la faute sur l'individu ou se cacher derrière son sous-traitant pour contester toute indemnisation. Après tout ils nous auront bien prévenus, à défaut de prendre toutes leurs responsabilités.

Les zones de non-droit ne sont pas celles que l'on croit

L'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) a mis en lumière les conditions de travail et les risques de maladie professionnelle importante des travailleurs du Tri des déchets. Ces collègues, souvent recrutés parce que peu diplômés, immigrés voire sans papier, sont de plus en plus exposés à des risques biologiques, infectieux et chimiques graves. Ceux-ci ne sont pas pris en charge par les employeurs.

A tel point que l'Anses demande un suivi par la médecine du travail spécifique et une prévention très active des risques professionnels. En somme l'application du Code du travail !

La répression et les patrons ne créent pas d'emplois

Macron avait fait de la baisse du chômage une promesse « emblématique » de son second quinquennat. L'objectif affiché : faire tomber le taux de chômage à 5 %, ce qu'il considérait comme du plein emploi. Il a multiplié les mesures répressives à l'égard des demandeurs d'emploi, s'attaquant pêle-mêle au montant et à la durée de leur indemnisation, imposant des sanctions pour tout manquement administratif, etc. Sans surprise en février, l'Insee attestait d'une hausse de 0,6 point sur un an, pour atteindre 7,9 % et au premier trimestre la barre des 8 % était dépassée. Le ministre de l'Économie, Roland Lescure, vient de reconnaître que l'objectif fixé par le chef de l'État était inatteignable.

Ce qui n'empêchera évidemment pas le gouvernement de continuer à matraquer les chômeurs et les plus modestes et à leur faire les poches... au nom notamment du retour au plein emploi.

Encore un jeune mort au travail

Mercredi 13 mai, un homme de 18 ans est mort sur son lieu de travail à Orange. Il travaillait dans une pépinière et est probablement mort étouffé, coincé entre le guidon d'un motoculteur et le plafond d'un camion utilitaire qu'il était en train de décharger seul. Il était en alternance dans cette pépinière et lycéen en bac professionnel horticulture. Le mois dernier déjà, deux jeunes sont morts au travail : l'un lycéen de 15 ans, effectuant son stage obligatoire de seconde, écrasé sur un chantier, l'autre de 22 ans, tombé dans un hachoir d'une usine Lustucru. Au total, 420 apprentis, stagiaires et salariés de moins de 25 ans sont décédés au travail depuis 2020 en France. Alors que les accidents du travail touchent 2,5 fois plus les personnes de moins de 25 ans que le reste des travailleurs, les dispositifs d'aides financières pour les patrons qui embauchent des apprentis sont de vraies mannes. Par exemple, pour un apprenti entre 18 et 20 ans, payé un tout petit peu plus de 800 euros par mois, un patron ne débourse que 400 euros : le prix d'une vie pour le Medef.

Comme aux USA, l'extrême droite veut museler tous les médias

Maxime Saada, le président du directoire de Canal+, a déclaré que sa chaîne n'investirait plus dans ceux où sont impliqués – comme réalisateurs, auteurs ou acteurs – celles et ceux qui, dans Libération, ont signé une tribune s'inquiétant de la mainmise de Vincent Bolloré sur la presse écrite et audiovisuelle, les maisons d'édition et le cinéma. En effet, le milliardaire breton se trouve aussi être l'actionnaire principal de Canal+. Si Canal appliquait cette décision, vu son poids financier dans la production et la diffusion de films, ça reviendrait à établir une liste noire des professionnels interdits d'exercer leur métier. Ce qui justifie la mobilisation des signataires contre l'emprise des milliardaires sur le cinéma comme sur la presse et l'édition, avec ses conséquences sur la liberté d'expression et de création. Mais la seule solution pour y mettre fin serait de les exproprier, et pas seulement Bolloré...

Versez au drapeau rouge !

Ce tract tient à dénoncer l'oppression et l'exploitation et affirmer qu'un autre monde, basé sur la satisfaction des besoins humains et non sur les profits d'une minorité de capitalistes, est possible.

Il n'est financé que par ceux qui le soutiennent : lors de notre prochaine diffusion vous pourrez verser au drapeau rouge et contribuer à sa réalisation. Ce tract est aussi le vôtre : n'hésitez pas à nous informer.